N°35 – 19e année

Décembre 2025

ISSN-P : 1993-3134

ISSN-L : 3007-4185

ÀHƆ̄HƆ̄

REVUE DE GEOGRAPHIE DU LARDYMES

Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés

Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société

UNIVERSITE DE LOME – TOGO

https://ahoho.net/
https://www.sjifactor.com/passport.php?id=23818

À HŌ HŌ

REVUE DE GEOGRAPHIE DU LARDYMES

BASE D'INDEXATION

Scientific Journal Impact Factor

TOGETHER WE REACH THE GOAL

SJIF Impact Factor

SJIF 2025 : 5.123

https://www.sjifactor.com/passport.php?id=23818

ISSN-P : 1993-3134

ISSN-L : 3007-4185

URL : https://ahoho.net/

Country : Togo

BASES DE RÉFÉRENCEMENT

ISSN Mir@bel WorldCat HAL

Àhɔ̄hɔ̄

Àhɔ̄hɔ̄ : que signifie ce vocable et pourquoi l'avoir choisi pour désigner une revue scientifique ?

Le mot ahɔ̄hɔ̄ prononcé àhɔ̄hɔ̄, à ne pas confondre avec ahɔ̄hlõ, désigne en éwé le cerveau, au propre et au figuré, et aussi la cervelle. Il appartient au champ analogique de súsú "pensée″, "idée" ; anyásã " intelligence" " connaissance". Anyásã désigne également la bronche du poisson.

Dans les textes bibliques, anyásã est mis en rapport synonymique avec núnya " savoir".

Mais pour exprimer le savoir scientifique, et la pensée profonde profane, on utiliserait Àhɔ̄hɔ̄. Voilà pourquoi le vocable a été retenu pour nommer cette Revue de Géographie que le *Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés* (*LARDYMES*) du Département de Géographie se propose de faire paraître annuellement.

La naissance de cette revue scientifique s'explique par le besoin pressant de pallier le déficit d'organes de publication spécialisés en géographie dans les universités francophones de l'Afrique subsaharienne.

Aujourd'hui, nous vivons dans un monde de concurrence et d'évaluation et le milieu de la recherche scientifique n'est pas épargné par ce phénomène : certains pays africains à l'instar des pays développés, évaluent la qualité de leurs universités et organismes de recherche, ainsi que leurs chercheurs et enseignants universitaires sur la base de résultats mesurables et prennent des décisions budgétaires en conséquence. Les publications scientifiques sont l'un de ces résultats mesurables.

La publication des résultats de la recherche (ou la transmission de l'information ou du savoir est la pierre angulaire du développement de la culture technologique de l'humanité depuis des millénaires : depuis les peintures rupestres d'animaux (destinées peut-être à la formation des futurs chasseurs ou à honorer un projet de chasse) en passant par les hiéroglyphes des Egyptiens jusqu'aux dessins et écrits de Léonard de Vinci (les premiers rapports techniques). L'apparition de techniques d'impression bon marché a induit une croissance explosive des publications, et une certaine évaluation de la qualité était devenue nécessaire. Les sociétés savantes ont commencé à critiquer les publications, qui étaient souvent sous forme manuscrite et lues en public ; ce procédé est la version ancestrale de l'évaluation que nous pratiquons de nos jours. Aujourd'hui, une publication électronique multimédia accessible par un hyperlien, comportant un code exécutable et des données associées, peut être évaluée par toute personne au moyen d'un commentaire en ligne.

Le fait d'extérioriser les concepts de l'esprit des chercheurs et enseignants universitaires, de les consigner par écrit (avec les résultats et observations qui y sont associés), permet une conservation posthume des travaux de ceux-ci et rend leurs résultats reproductibles et diffusables. Certains estiment que cette « conservation externe de la mémoire » est le signe distinctif de l'humanité.

C'est précisément pour parvenir à cette vision holistique de la recherche (et non seulement de ses résultats, dont les plus évidents sont les publications, mais aussi de son contexte), que nous éditons depuis 2007 la revue Ahɔ̄hɔ̄ afin que chaque géographe trouve désormais un espace pour diffuser les résultats de ses travaux de recherche et puisse se faire évaluer pour son inscription sur les différentes listes d'aptitudes des grades académiques de son université.

Puisse sa parution être transmise au sein des enseignants et chercheurs du LARDYMES de génération en génération.

Professeur Koffi A. AKIBODE

À H Ɔ̄ H Ɔ̄

Revue de Géographie du LARDYMES

publiée par le ***Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés (LARDYMES)*** du Département de Géographie, Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société, Université de Lomé.

Directeur :

Tchégnon ABOTCHI, Professeur Titulaire, Université de Lomé

Secrétariat de rédaction :

- **Koudzo SOKEMAWU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé
- **Martin Dossou GBENOUGA**, Professeur Titulaire, Université de Lomé
- **Délali Komivi AVEGNON**, Professeur Titulaire, Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé, Togo

Secrétariat administratif :

- **Koudzo SOKEMAWU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé
- **Koku-Azonko FIAGAN**, Maître de Conférences, Université de Lomé

Comité scientifique :

- **Jérôme ALOKO-N'GUESSAN**, Directeur de Recherche, Institut de Géographie Tropicale, Université de Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire
- **Maurice Bonaventure MENGHO**, Professeur Titulaire, Université Marien Ngouabi, Brazzaville, Congo
- **Oumar DIOP**, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal
- **Odile Viliho DOSSOU GUEDEGBE,** Professeure Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Jean Bernard MOMBO**, Professeur Titulaire, Université Omar Bongo, Gabon
- **Henri MONTCHO**, Professeur Titulaire, Université Zinder, Niger
- **Nébié OUSMANE**, Professeur Titulaire, Université à l'Université Ouaga I Pr Joseph Ki Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso
- **Céline Yolande KOFFIE-BIKPO**, Professeure Titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire
- **Paul Kouassi ANOH**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire
- **Arsène DJAKO**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Tchégnon ABOTCHI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Joseph Pierre ASSI-KAUDJHIS**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Placide F. G. A. CLEDJO**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Koudzo SOKEMAWU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Follygan HETCHELI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Kossiwa ZINSOU-KLASSOU**, Professeure Titulaire, Université de Lomé, Togo

- **Padabô KADOUZA**, Professeur Titulaire, Université de Kara, Togo
- **Moussa GIBIGAYE**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Toussaint VIGNINOU**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Selom Komi KLASSOU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Bernard FANGNON**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Tchaa BOUKPESSI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Adrien DOSSOU-YOVO**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Pessièzoum ADJOUSSI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Narcisse ASSI-KAUDJHIS**, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Fidèle Marcellin ALLOGHO-NKOGHE**, Professeur Titulaire, Université Omar Bongo de Libreville, Gabon
- **Médard NDOUTORLENGAR**, Professeur Titulaire, Université de N'Djaména, Tchad
- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Délali Komivi AVEGNON**, Professeur Titulaire, Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé, Togo

Comité de lecture

- **Koudzo SOKEMAWU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Follygan HETCHELI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Padabô KADOUZA**, Professeur Titulaire, Université de Kara, Togo
- **Moussa GIBIGAYE**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Selom Komi KLASSOU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Tchaa BOUKPESSI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Pessièzoum ADJOUSSI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Délali Komivi AVEGNON**, Professeur Titulaire, Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé, Togo
- **Médard NDOUTORLENGAR**, Professeur Titulaire, Université de N'Djaména, Tchad
- **Ludovic Baïsserné PALOU**, Maître de Conférences, Ecole Normale Supérieure de N'Djaména, Tchad
- **Vincent MOUTEDE-MADJI**, Maître de Conférences, Université d'ATI, Tchad
- **Dangnisso BAWA**, Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo

A ces membres du comité scientifique et de lecture, s'ajoutent d'autres personnes ressources consultées occasionnellement en fonction des articles à évaluer

Photo couverture _ *Àhɔ̄hɔ̄* _ Décembre 2024 : Exode de pasteurs nomades à Han Bonbhor au Tchad (Crédit : Ludovic Baiserne PALOU)

Copyright © reserved « Revue À H Ɔ̄ H Ɔ̄ »

Site Internet de la revue Ahɔ̄hɔ̄ : https://ahoho.net/

The journal is indexed in : SJIFactor.com, https://www.sjifactor.com/passport.php?id=23818

AVIS AUX AUTEURS

La ***Revue Àhɔ̄hɔ̄***, Revue de Géographie du LARDYMES (Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés) diffuse de travaux originaux de géographie qui relèvent du domaine des « Sciences de l'homme et de la société ». Elle publie des articles originaux, rédigés en français, non publiés auparavant et non soumis pour publication dans une autre revue. Les normes qui suivent sont conformes à celles adoptées par le Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et sciences humaines / CAMES (cf. dispositions de la 38e session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016).

1. Les manuscrits

Un projet de texte soumis à évaluation, doit comporter un titre (Times New Romans, taille 12, Lettres capitales, Gras), la signature (Prénom(s) et NOM (s)) de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache, l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (300 mots au plus), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats.

Le manuscrit doit respecter la structuration habituelle du texte scientifique : Introduction (problématique, objectifs, hypothèses compris), Approche méthodologique, Résultats et analyse des résultats, Discussion, Conclusion et Références bibliographiques. Les notes infrapaginales, numérotées en chiffres arabes, sont rédigées en taille 10 (Times New Roman). Réduire au maximum le nombre de notes infrapaginales. Ecrire les noms scientifiques et les mots empruntés à d'autres langues que celle de l'article en italique (*Adansonia digitata*). Le volume du projet d'article (texte à rédiger dans le logiciel word, Times New Romans, taille 12, interligne 1,5) doit être de 30 000 à 40 000 caractères (espaces compris). Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

- **1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras)**
- ***1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique)***
- ***1.1.1. Troisième niveau (Times 11 gras italique)***
- ***1.1.1.1. Quatrième niveau (Times, 10 gras italique)***

2. Les illustrations

Les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée au-dessous de l'élément d'illustration (Taille 8 gras italique). Ces éléments d'illustration doivent être annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

La présentation des illustrations : figures, cartes, graphiques, etc. doit respecter le miroir de la revue. Ces documents doivent porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle (pour les cartes).

3. Notes et références

- Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.
- Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit :
  - Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées (K. Sokémawu, 2012, p. 251) ;
  - Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (…) »

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

> Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

> Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socioculturelle et de civilisation traduisant une impréparation socio-historique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Titre, Editions, Lieu d'éditions, pages (p.) pour les articles et les chapitres d'ouvrage.

Le titre d'un article est présenté entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre, le nom du traducteur et/ou de l'édition (ex : 2nde éd.).

Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteurs. Par exemple :

Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, France, 345 p.

BAKO-ARIFARI Nassirou, 1989, *La question du peuplement Dendi dans la partie septentrionale de la République Populaire du Bénin : Le cas du Borgou*, Mémoire de Maîtrise de Sociologie, FLASH, UNB, Cotonou, Bénin, 73 p.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, PUF, Paris, France, 368 p.

BOUQUET Christian et KASSI-DJODJO Irène, 2014, « Déguerpir » pour reconquérir l'espace public à Abidjan. In : *L'Espace Politique*, mis en ligne 17 mars 2014, consultée le 04 août 2017. URL : http://espacepolitique.revues.org/2963

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, L'Harmattan, Paris, France, 153 p.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, 1991, Migration et structuration associative : enjeux dans la moyenne vallée. In : *La vallée du fleuve Sénégal : évaluations et perspectives d'une décennie d'aménagements*, Karthala, Paris, France, p. 117-139.

SEIGNEBOS Christian, 2006, Perception du développement par les experts et les paysans au nord du Cameroun. In : *Environnement et mobilités géographiques*, Actes du séminaire, PRODIG, Paris, France, p. 11-25.

SOKEMAWU Koudzo, 2012, « Le marché aux fétiches : un lieu touristique au cœur de la ville de Lomé au Togo », In : *Journal de la Recherche Scientifique de l'Université de Lomé*, Série « Lettre et sciences humaines », Série B, Volume 14, Numéro 2, Université de Lomé, Lomé, Togo, p. 11-25.

Pour les travaux en ligne ajouter l'adresse électronique (URL)

NOTA BENE

- Le non-respect des normes éditoriales entraîne le rejet d'un projet d'article
- Tous les prénoms des auteurs doivent être entièrement écrits dans la bibliographie.
- Pagination des articles et chapitres d'ouvrage, écrire p. 2-45, par exemple et non pp. 2 45.
- En cas de co-publication, citer tous les co-auteurs.
- Eviter de faire des retraits au moment de débuter les paragraphes, observer plutôt un espace entre les paragraphes.

4. Structuration de l'article

Introduction, Méthodologie (Approche), Résultats et analyses, Discussion, Conclusion et Références bibliographiques.

Résumé

Dans le résumé, l'auteur fera apparaître le contexte, l'objectif, une esquisse de la méthode et des résultats obtenus. Traduire le résumé en Anglais **(y compris le titre de l'article)**

Introduction (A ne pas numéroter)

Elle doit comporter la problématique de l'étude (constat, problème, questions), les objectifs et si possible les hypothèses.

1. **Outils et méthodes (Méthodologie/Approche méthodologique)**

L'auteur expose uniquement ce qui est outils et méthodes.

2. **Résultats et analyses**

L'auteur expose ses résultats, qui sont issus de la méthodologie annoncée dans **Outils et méthodes** (pas les résultats d'autres chercheurs). L'analyse des résultats traduit l'explication de la relation entre les différentes variables objet de l'article.

3. **Discussion**

La discussion est placée avant la conclusion. Dans cette discussion, confronter les résultats de votre étude avec ceux des travaux antérieurs, pour dégager différences et similitudes, dans le sens d'une validation scientifique de vos résultats. La discussion est le lieu où le contributeur dit ce qu'il pense des résultats obtenus, il discute les résultats ; c'est une partie importante qui peut occuper jusqu'à plus deux pages.

Conclusion (A ne pas numéroter)

Le texte devra être saisi en Word et enregistré sous version 97/2003 puis envoyé par courriel à : revueahoho@yahoo.fr et yves.soke@yahoo.fr. La Revue *Àhɔ̄hɔ̄* reçoit les articles des contributions du 1er février au 15 mai pour le numéro de juin et du 1er juin au 15 septembre pour le numéro de décembre. Un article accepté pour publication dans la Revue *Àhɔ̄hɔ̄* exige de ses auteurs, une contribution financière de 50 000 F CFA, représentant les frais d'instruction et de publication.

NB : Les auteurs sont entièrement responsables du contenu de leurs contributions.

N. D. L. R.

Sommaire

Meglo Alexandre ZO, Mathieu Jonasse AFFRO, Nambegué SORO

Évaluation des stratégies d'adaptation à la situation du climat et perspectives agroclimatique dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire .....……...……..... **p. 1-14**

Bi Sehi Antoine TAPE

Accès aux médicaments en milieu urbain africain : le cas de la ville de Korhogo (Côte d'Ivoire)…….……..... **p. 15-23**

Lamine Ousmane CASSÉ, Babacar DIOUF, Awa FALL

Vulnérabilité territoriale versus résilience sociale à l'épreuve des inondations dans les parcelles assainies de Keur Massar à Dakar (Sénégal) …… **p. 24-40**

Abdou BALLO, Charles SAMAKE, Bréhima DIARRA

Dispositifs de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la commune rurale de Sio, région de Mopti (Mali) …....……..……... **p. 41-50**

Glenn-Freddy MIHINDOU MIHINDOU, Dieu-Donné MOUKETOU-TARAZEWICZ

Cartographie des changements d'occupation du sol dans la commune de Mouila au Gabon entre 2003 et 2023……..……...…..... **p. 51-67**

Eveline MAHOUNGOU, Hilarion Bagel MIZHAIRE, Francelet Gildas KIMBATSA, Koudzo SOKEMAWU

Commerce des produits horticoles et gestion des invendus au marché Total de Brazzaville en République du Congo…….....……..… **p. 68-82**

Chilé Nadège YAPO épse Kouakou, Koffi Mouroufié KOUMAN, Céline Yolande KOFFIÉ-BIKPO

Influence des végétaux aquatiques envahissants sur la pêche dans le lac du barrage hydroélectrique de Soubré en Côte d'Ivoire ……..……. **p. 83-93**

Mouhamadou Lamine DIALLO, El Hadji Serigne TOP

Ruée des mineurs d'origine chinoise vers l'or dans les frontières du Sénégal et du Mali, instabilité politique et gouvernance du secteur extractif ……. **p. 94-102**

Model DJEMON, Bakhit MAHAMAT AHMAT BAKHIT

L'érosion du bassin versant du Batha (Centre-Est du Tchad) : un pied humain sur l'accélérateur du processus naturel ……..... **p. 103-115**

N'Guessan Arsène KOUADIO, Kouamé Perèze TANOH, Yao Bruno N'GUESSAN

Optimisation de la gestion des déchets ménagers urbains par l'usage des solutions géospatiales à Botro (Centre de la Côte d'Ivoire) …….....……...…….. **p. 116-127**

Alfred Bothé Kpadé DOSSA

Analyse contingente de la transition écologique vers les motos électriques à Cotonou au Bénin ….. **p. 128-141**

Arouna DEMBELE, Issa FOFANA, Samba Mamadou SIDIBE

Impacts des changements climatiques sur la céréaliculture dans l'ex-cercle de Kita au Mali …….. **p. 142-154**

Moussa SOW, Labaly TOURÉ, Ndeye Mariéme SAMB

Caractérisation de la variabilité climatique et analyse de ses incidences sur la dynamique spatio-temporelle de la végétation dans le bassin versant du Ferlo sur la période 1981-2021 …..……..….. **p. 155-168**

Sahada IDRISSA, Abdourazakou ALASSANE, Tatongueba SOUSSOU, Kankpénangue SIKBAGOU, Tchaa BOUKPESSI

Conflits hippopotames amphibies (*Hippopotamus amphibius lennaeus*, 1758) de la mare de Koumbeloti et population riveraine en pays Anoufo au Nord-Togo ……..…….. **p. 169-183**

Zady Edouard ZOGBO, Kadjo Henri Joël NIAMIEN, N'guessan Olivier KOUADIO, Joseph. P. ASSI-KAUDHJIS

Étude des externalités de la rizipisciculture dans la sous-préfecture de Bédiala (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) ……..…….. **p. 184-198**

Yapo Antoine GBOCHO

Crises sociopolitiques et problématique de l'accès au logement dans la ville de Bouaké (Centre de la Côte d'Ivoire) ……..……...……... **p. 199-211**

Babacar NDAO, Cheikh Tidiane WADE, Henri Marcel SECK, Oumar SY

Variabilité climatique et stratégies d'adaptation dans le sud du bassin arachidier : l'expérience des agriculteurs de la commune de Keur Maba Diakou (Kaolack, Sénégal) …....…….. **p. 212-225**

Guy Roger Yoboué KOFFI

Résilience féminine dans un contexte de crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Mèagui (Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire) ……...……..……...….. **p. 226-237**

Boubacar Amadou DIALLO

Quantification des changements de l'utilisation du sol dans le district de Bamako avec l'imagerie Satellitaire LANDSAT) **……..**…….....….. **p. 238-249**

Bi Tchan André DOHO

Mécanismes d'intégration des villages périphériques à la ville de Yamoussoukro (Centre de la Côte d'Ivoire) …….……..……...….. **p. 250-261**

Adeline Olga BRISSY

Prolifération des points de stagnation des eaux usées et risques environnementaux et sanitaires dans le quartier Dar-Es-Salam de Bouaké (Centre Côte d'Ivoire) ..... **p. 262-273**

Oumar OUATTARA, Siriki YÉO

Activités minières et riziculture irriguée : dynamique de conflits d'usage des sols autour du barrage hydro-agricole de Kafiné (Centre-Nord de la Côte d'Ivoire) ……...….. **p. 274-284**

Mahamadou ABOCAR, Abdoulkadri Oumarou TOURÉ, Habiboulaye Daouda MAIGA, Alhassane Moulaye KONTA

Aménagement des lacs interconnectés du système Faguibine dans la région de Tombouctou au Mali : enjeux, défis et perspectives ……...……...….. **p. 285-296**

Ari MAMADOU MOUSTAPHA, Hadiza KIARI FOUGOU

Analyse des modes d'accès aux parcelles des périmètres irrigués d'aménagements hydro-agricoles des rives de la Komadougou Yobé, Niger ……...….. **p. 297-310**

Konnegbéne LARE

Capitalisation des pratiques endogènes de gestion des sols et productivité agricole face au changement climatique dans la Région des Savanes au Nord-Togo …….. **p. 311-328**

Diomandé GONDO

Impact environnemental de l'utilisation des pesticides par les agriculteurs à Gouessesso (Ouest de la Côte d'Ivoire) …… **p. 329-339**

Kapiéfolo Julien KONE, Manse BAMBA, Djibril KONATE

Un système de transport urbain innovant à Korhogo en Côte d'Ivoire : le YANGO) …… **p. 340-350**

Gaston SAMBA

Application du modèle Probit de Heckman à l'analyse des perceptions empiriques du changement climatique et des stratégies d'adaptation endogènes des agriculteurs du district de Madingou (Congo-Brazzaville) .....…… **p. 351-365**

Hassane MAHAMAT HEMCHI

Faya-Largeau entre urbanité saharienne et résilience oasienne …..…… **p. 366-375**

Issouf BONSA

Répartition spatiale des lieux de culte protestants dans la ville de Ouagadougou (Burkina Faso) … **p. 376-383**

Lanzeni YEO

Les contraintes du maraîchage sur le périmètre irrigué de la coopérative *YÉBENWOGNON* à Kanihoua (Nord de la Côte d'Ivoire) ……..…… **p. 384-391**

RÉSILIENCE FÉMININE DANS UN CONTEXTE DE CRISE CACAOYÈRE DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE MÈAGUI (SUD-OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE)

Guy Roger Yoboué KOFFI
Maître-Assistant
Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales
Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
E-mail : kgryoboue@gmail.com

Reçu le 02 septembre 2025 ; Révisé le 28 septembre 2025 ; Accepté le 28 octobre 2025

Résumé *: Cette étude analyse la crise de production de cacao dans la sous-préfecture de Méagui dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Elle met en lumière les stratégies de résilience mises en œuvre par les femmes rurales. À partir d'une enquête de terrain menée dans sept villages, les résultats révèlent une régression massive des superficies cacaoyères, avec des pertes allant jusqu'à 74,73% à Kragui, 73,85% à Pascalkro, 72,91% à Gnitituagui. Cette crise est attribuable à plusieurs facteurs, notamment le vieillissement des vergers, la propagation du Swollen Shoot, et la faible rentabilité économique. Sur le plan social, la baisse des revenus agricoles affecte fortement les conditions de vie des ménages. Dans certaines localités, plus de 50% des producteurs perçoivent moins de 100 000 F CFA par mois, compromettant la satisfaction des besoins essentiels (alimentation, éducation, santé). En réponse, les femmes développent des stratégies de résilience plurielle, en s'impliquant dans les cultures vivrières (riz et manioc : 30% chacune, légumes : 24%). Si 67% d'entre elles atteignent un revenu annuel compris entre 200 000 F et 400 000 F CFA, une minorité (25%) dépasse ce seuil, illustrant un potentiel de reconversion et d'autonomisation. L'étude souligne que, malgré leur rôle central dans la survie des ménages, les femmes rurales restent confrontées à de fortes contraintes structurelles. Elle recommande une réponse politique intégrée, combinant la relance technique de la cacaoculture, soutien au vivrier féminin, sécurisation foncière et justice économique, pour bâtir un modèle agricole plus équitable et durable.*

Mots-clés *: Crise cacaoyère, cultures vivrières, femmes rurales, résilience Méagui, Côte d'Ivoire.*

FEMININE RESILIENCE IN A CONTEXT OF COCOA PRODUCTION CRISIS IN THE SUB-PREFECTURE OF MEAGUI (SOUTH-WEST CÔTE D'IVOIRE)

Abstract*: This study analyzes the cocoa production crisis in the sub-prefecture of Méagui, located in southwestern Côte d'Ivoire. It highlights the resilience strategies implemented by rural women. Based on fieldwork conducted in seven villages, the results reveal a massive regression of cocoa-growing areas, with losses reaching 74.73% in Kragui, 73.85% in Pascalkro, and 72.91% in Gnitituagui. This crisis is attributable to several factors, including aging plantations, the spread of Swollen Shoot disease, and low economic profitability. On the social front, declining agricultural income has significantly impacted household living conditions. In some localities, more than 50% of producers earn less than 100,000 FCFA per month, making it difficult to meet essential needs such as food, education, and healthcare. In response, women have developed diverse resilience strategies, particularly through their involvement in food crop production (rice and cassava: 30% each; vegetables: 24%). While 67% of them earn an annual income between 200,000 F and 400,000 F CFA, a minority (25%) surpasses this threshold, indicating a potential for reconversion and empowerment. The study underscores that, despite their central role in household survival, rural women continue to face major structural constraints. It calls for an integrated policy response, combining technical support for cocoa production, targeted assistance to women's food systems, land tenure security, and economic justice, in order to build a more equitable and sustainable agricultural model.*

Keywords*: Cocoa crisis, food crops, rural women, agricultural income, resilience, Méagui, Côte d'Ivoire.*

Introduction

La Côte d'Ivoire demeure le premier producteur mondial de cacao, représentant près de 40 % de l'offre globale, avec plus de deux millions de petits producteurs répartis dans les zones forestières du Sud et de l'Ouest du pays (A. A. Assiri *et al.*, 2009, p. 60). Au cœur de cette dynamique, la sous-préfecture de Méagui, située dans la région de la Nawa, s'illustre comme un pôle majeur de la production cacaoyère.

Cependant, depuis la fin des années 2010, cette région est confrontée à une crise multiforme du secteur cacaoyer. Celle-ci combine la chute des cours internationaux, le vieillissement des plantations, la déforestation, l'appauvrissement des sols, et l'instabilité foncière (K. G. N'Guessan *et al*., 2021, p. 117 ; G. R. Y. Koffi, 2019, p. 143). Les effets de cette crise ne sont pas neutres socialement. Ils touchent avec une acuité particulière les groupes les plus vulnérables du monde rural, au premier rang desquels figurent les femmes. Bien que souvent marginalisées dans les statistiques agricoles officielles, les femmes jouent un rôle central dans les systèmes de production, de transformation, de commercialisation, et dans la résilience économique des ménages ruraux (J-E. Bidou et I. Droy 2013, p. 131 ; E. Léonard, 2013, p. 140). Dans un contexte de raréfaction des revenus tirés du cacao, elles doivent mobiliser des stratégies diverses pour maintenir la cohésion du foyer, garantir l'accès à l'alimentation, et préserver leurs activités économiques.

La notion de résilience, entendue comme la capacité des individus ou des communautés à absorber un choc, à s'adapter et à se transformer positivement est de plus en plus mobilisée pour comprendre les réponses locales face aux crises agricoles (C. Folke, 2006, p. 257 ; B. Losch (2002, p. 220). Appliquée au genre, elle invite à questionner les formes spécifiques de résistance, d'innovation et de solidarité mises en œuvre par les femmes dans les territoires affectés. Dans ce cadre, la résilience féminine ne se limite pas à une logique de survie, mais interroge aussi les rapports de pouvoir, les capacités d'autonomisation, et les politiques publiques d'appui aux agricultures familiales.

Ainsi, dans la sous-préfecture de Méagui, marquée par la fragilité environnementale et socio-économique du système cacaoyer, les femmes apparaissent à la fois comme actrices invisibilisées et comme piliers de la stabilité communautaire. Quelles sont les stratégies de résilience féminine développées face à la crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Méagui ? Ces interrogations guident la présente étude, qui vise à analyser les stratégies de résilience féminine développées face à la crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Méagui. Il s'agit de mettre en lumière les mécanismes d'adaptation portés par les femmes et les leviers d'autonomisation durable. L'étude s'appuie sur une enquête de terrain menée auprès de femmes productrices et cheffes de ménage.

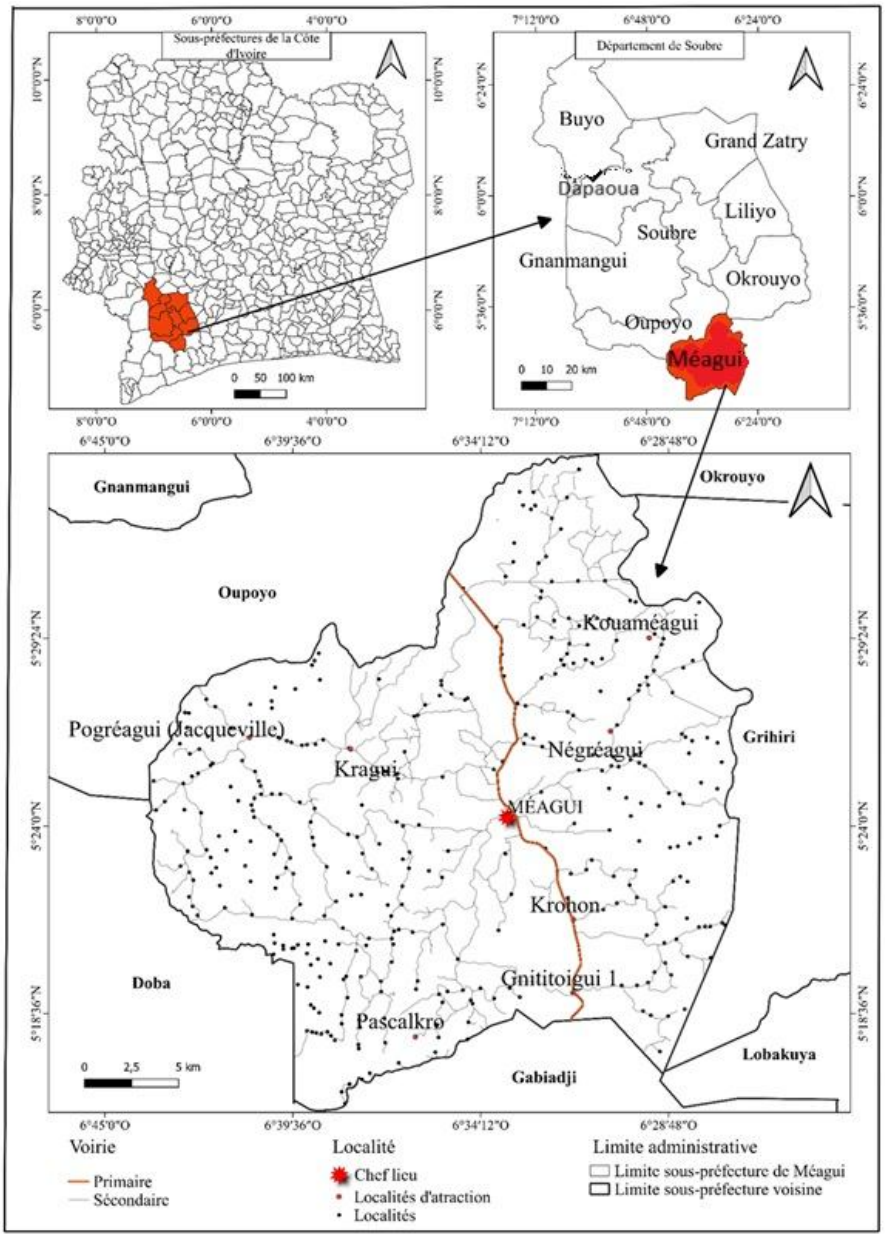
L'article s'organise en trois parties. La première présente les facteurs de la crise de production de cacao dans la sous-préfecture de Méagui, la seconde analyse les incidences de la crise cacaoyère sur les conditions de vie des ménages ruraux dans la sous-préfecture de Méagui. Enfin, la troisième traite de la résilience des femmes face à la dégradation des conditions socio-économiques.

1. Matériels et méthodes

1.1. Présentation de l'espace d'étude

La recherche a été menée dans la sous-préfecture de Méagui, située dans la région de la Nawa, au Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. Méagui a été érigée en chef-lieu de Sous-Préfecture en 1986. Ce territoire est fortement dépendant de l'économie cacaoyère, en dépit d'une crise agricole aux effets multiformes. La sous-préfecture de Méagui a connu un boom démographique en espace de quelques années. De 7 684 habitants en 1988, la population de Méagui est passée à 299 251 habitants en 2021 pour un rapport de masculinité de 114 et une taille moyenne de 5,4 habitants par ménage (RGPH 1998 ; RGPH 2021). La carte n°1 présente la localisation de la sous-préfecture de Méagui.

Carte n°1 : Localisation de la sous-préfecture de Méagui



Source : BNETD-CCT, 2024, KOFFI G., 2025.

1.2. Collecte de données de terrain

Afin de capter la diversité des situations locales et de croiser les expériences féminines dans des contextes villageois différenciés, l'enquête a été conduite dans sept villages sélectionnés pour leur représentativité en matière de production cacaoyère, de profil socio-économique et de proximité avec les marchés ou infrastructures. Il s'agit des villages de Krohon, Pascalkro, Kragui, Gnititouagui, Pogréagui, Kouaméagui et Négréagui. La collecte des données a mobilisé plusieurs techniques :

- Des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès des responsables administratifs. Il s'agit notamment du sous-préfet de Méagui, des responsables du conseil café-cacao, des responsables de coopératives agricoles et de femmes productrices de cacao. Les entretiens ont porté sur leurs pratiques agricoles, leurs sources de revenus, leurs modes d'organisation face à la crise de production du cacao, et leur perception du changement économique et social.
- Un focus groups a été organisé dans chacun des sept villages sélectionnés. Chaque groupe de discussion réunissait 7 à 10 femmes. Ces groupes ont été

constitués afin de favoriser une dynamique collective d'opinion. Ces groupes de discussion ont permis d'identifier les stratégies collectives de résilience, les formes de solidarité féminine, ainsi que les tensions ou inégalités internes.

- Des observations directes, non participantes ont été menées à l'échelle des plantations, mais plus globalement dans l'environnement structurel de la chaîne locale de traitement du cacao. Elles ont permis de documenter les réalités du paysage agricole, et les interactions sociales.
- Un questionnaire structuré a été administré à 210 exploitants agricoles en raison de 30 exploitants par village, dont 50% de femmes. Sélectionner 50% de femmes s'inscrit dans une perspective qui est celle de mener une analyse comparative entre homme et femme à partir d'une base d'échantillonnage équilibré. Cet outil a permis de produire des données à la fois quantitatives et qualitatives.

L'échantillonnage des enquêtées s'est appuyé sur la méthode de choix raisonnée en raison du vide statistique de la population agricole. Cette approche vise également à intégrer une diversité de profils d'enquêté dans la sous-préfecture de Méagui. Cette diversité permet de comparer les niveaux de vulnérabilité et les capacités différenciées de résilience.

1.3. Traitement des données

Les données collectées ont fait l'objet d'un traitement différencié selon leur nature. Les données quantitatives et qualitatives issues des questionnaires ont été saisies et traitées avec le logiciel Sphinx. Les entretiens et focus groups ont été intégralement retranscrits, puis analysés. Les observations ont été intégrées sous forme de notes de terrain, puis mobilisées avec les données des entretiens et des focus groups pour enrichir l'analyse qualitative. Le traitement cartographique des données a été exécuté sous QGIS 3.48.

2. Résultats et analyses

2.1. Les facteurs de la crise de production de cacao dans la sous-préfecture de Méagui

2.1.1. Le Swollen shoot comme déterminant à la baisse de la production de cacao

Le cacao, principal moyen d'existence des populations rurales de la sous-préfecture de Méagui est menacé par plusieurs facteurs, parmi lesquels les maladies virales, et notamment le Swollen Shoot. Le Swollen shoot, provoque un gonflement caractéristique des tiges, un jaunissement des feuilles, un ralentissement de la croissance, une chute prématurée des cabosses, et à terme, la mort des cacaoyers. La photo n°1 présente une plantation de cacao touchée par le Swollen shoot.

Photo n°1 : Verger de cacao atteint par le Swollen shoot

Source : KOFFI G. R. Y., vue prise en 2024.

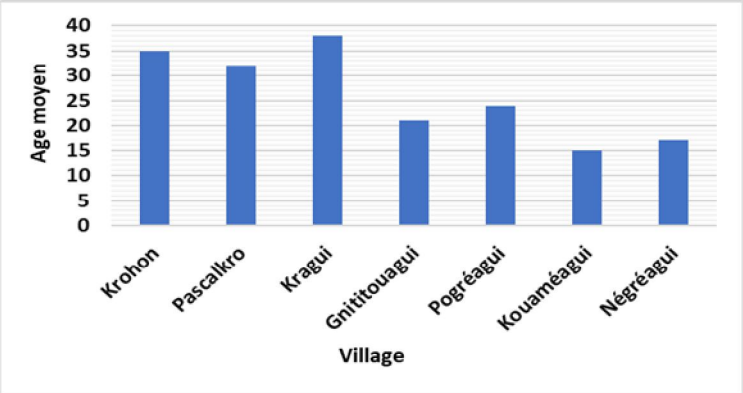
Il ressort de nos investigations que 58% des cacaoculteurs disposent d'une parcelle de cacao atteinte par le Swollen shoot. La part de plantations ravagées par la maladie varie de 10 à 65% des superficies des exploitations affectées. Cela entraîne une perte progressive mais continue des rendements, parfois jusqu'à 70% sur 10% des exploitations affectées. La sous-préfecture de Méagui est donc confrontée à un défi sanitaire agricole majeur.

Ce défi combine des dimensions biologiques (virus, vecteurs), techniques (absence de plants résistants accessibles à grande échelle), économiques (pertes de revenus, coût de replantation) et sociales (inquiétude, abandon de plantations). Le Swollen Shoot n'est pas seulement une maladie des cacaoyers. Il est aussi un révélateur des fragilités systémiques de la filière cacaoyère à Méagui comme ailleurs dans d'autres régions productrices du pays. À côté du Swollen shoot comme pesanteur à la production de cacao, il y a le vieillissement du verger cacaoyer.

2.1.2. Le vieillissement du verger comme facteur d'accentuation de la crise de production de cacao

Le vieillissement des vergers cacaoyers est une réalité généralisée à l'échelle de la sous-préfecture de Méagui. Le vieillissement du verger est d'autant plus problématique qu'il s'inscrit dans un contexte d'épuisement des ressources productives. Notamment des sols déjà appauvris par des décennies de monoculture, des apports insuffisants d'engrais, et des déficits d'entretien liés à la crise de la main-d'œuvre. A l'échelle de la sous-préfecture Méagui, l'âge moyen des vergers de cacao est de 27 ans. Cette réalité globale se trouve nuancée selon les villages. La figure n°1 présente les variations d'âge des cacaoyères selon les villages.

Figure n°1 : Répartition de l'âge moyen des plantations de cacao



Source : D'après les résultats de nos enquêtes, 2024.

L'analyse établie une inégalité de l'âge moyen des cacaoyères selon les villages. Selon les villages, l'âge moyen des cacaoyères varie de 15 ans à Kouaméagui à 38 ans à Kragui qui abrite le plus important effectif d'anciennes plantations de cacao. Le boom cacaoyer des années 1980-1990 a entraîné une extension massive des plantations qui arrivent aujourd'hui en fin de cycle, sans qu'un plan local de replantation efficace n'ait été mis en œuvre. Le vieillissement du verger agit ainsi comme un facteur d'accentuation de la crise cacaoyère en fragilisant la production. Il contribue à l'exode des jeunes, à la montée de la pauvreté rurale et à la perte de compétitivité du cacao. La crise de productivité qui en découle, engendre des incidences sur les conditions de vie des ménages.

L'analyse croisée des facteurs de la crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Méagui révèle une interaction complexe entre éléments agronomiques, économiques et sanitaires. Le vieillissement généralisé des vergers, souvent non renouvelés depuis plus de 25 ans, entraîne une chute des rendements, aggravée par la propagation du virus du Swollen Shoot, particulièrement virulent à Kragui, Gnitituagui et Pascalkro. Ces contraintes biologiques s'articulent avec une faible rentabilité économique, liée à la volatilité des prix du cacao et à l'augmentation du coût des intrants agricoles. Par ailleurs, la régression des superficies cacaoyères (jusqu'à 74,73% dans certains villages) reflète un désengagement progressif des producteurs face à l'essoufflement du modèle productiviste. La précarité foncière, surtout pour les femmes et les jeunes, freine les investissements à long terme et compromet les initiatives de replantation. Enfin, le changement climatique et l'insuffisance d'encadrement technique amplifient l'incertitude des exploitants,

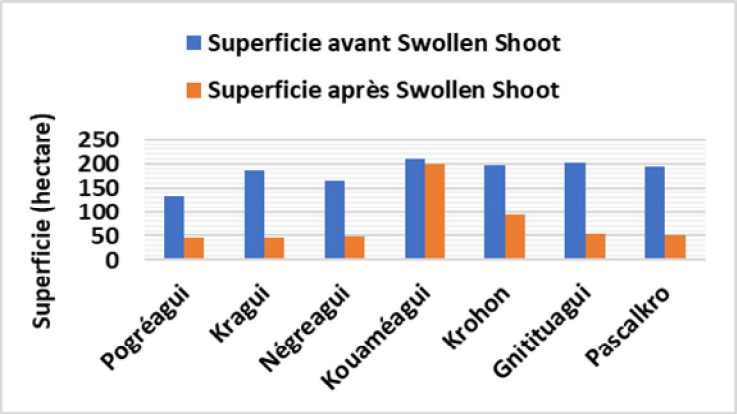
contribuant à une crise systémique aux multiples entrées.

2.2. Incidences de la crise cacaoyère sur les conditions de vie des ménages ruraux dans la sous-préfecture de Méagui

2.2.1. La régression progressive des superficies de cacaoyères dans la sous-préfecture de Méagui: une lecture différenciée selon les villages

Dans la sous-préfecture de Méagui, la crise de production de cacao se manifeste entre autres par une régression marquée des superficies emblavées en cacao. Ce phénomène est révélateur d'une profonde mutation des systèmes agraires locaux. Les données collectées dans sept villages illustrent des taux de perte significatifs, quoique différenciés, selon les villages. La figure n°2 illustre les variations de l'état des superficies des plantations saines aux plantations affectées par le Swollen Shoot.

Figure n°2 : Évolution des superficies des plantations de cacao atteintes de Swollen shoot



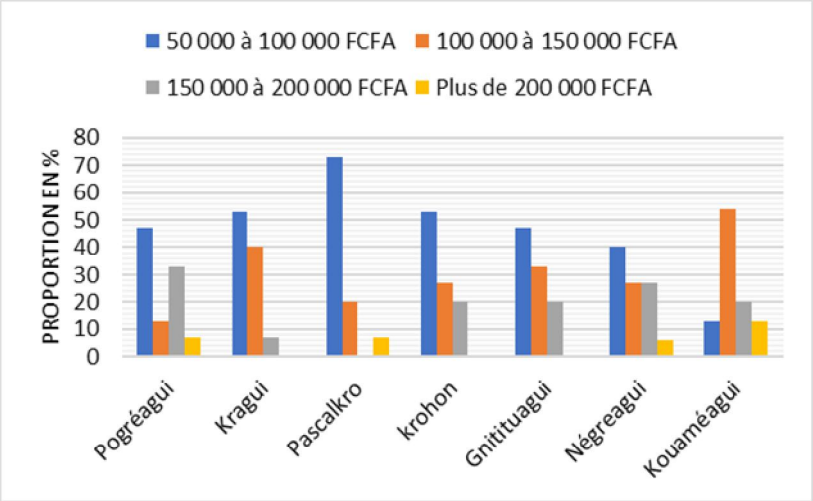
Source : D'après les résultats de nos enquêtes, 2024.

Les taux de perte en superficie cacaoyère enregistrés dans les villages étudiés sont particulièrement élevés dans six des sept localités. Le taux de perte en superficie cacaoyère est de 74,73% à Kragui, 73,85% à Pascalkro, 72,91% à Gnitituagui, 70,73% à Négreagui, 66,04% à Pogréagui, et 52,55% à Krohon. À l'exception de Kouaméagui, où la régression est nettement plus faible (5,21 %), l'ensemble des villages témoigne d'une baisse drastique des superficies consacrées au cacao. Celle-ci dépassant les 50 % dans la majorité des cas. Ces chiffres traduisent un effondrement progressif de l'assise spatiale de la cacaoculture traditionnelle, qui cède la place à d'autres usages ou tombe en friche, faute d'entretien et de rentabilité.

2.2.2. Le revenu du cacao comme indicateur caractéristique de la crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Méagui

Le cacao constitue la principale source de revenu monétaire des ménages ruraux dans la sous-préfecture de Méagui. À ce titre, l'analyse des revenus tirés de cette culture constitue un indicateur stratégique pour diagnostiquer l'ampleur et la nature de la crise cacaoyère. Les données issues de sept localités investiguées permettent d'identifier des tendances claires. À savoir, une faible rémunération généralisée de la production, une répartition inégalitaire des revenus entre les villages, et une érosion du pouvoir économique des producteurs, en particulier dans les localités les plus exposées à la crise. La figure n°3 donne un aperçu du niveau de rémunération des cacaoculteurs.

Figure n°3 : Revenus moyens tirés du cacao



Source : D'après les résultats de nos enquêtes, 2024.

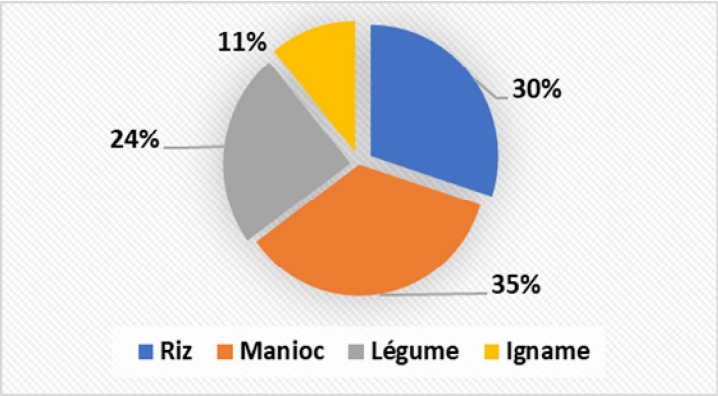
Dans six des sept villages, la majorité des producteurs de cacao déclarent des revenus mensuels situés entre 50 000 F et 100 000 F CFA. Dans la quasi-totalité des villages, la proportion de producteurs déclarant un revenu de cacao supérieur à 150 000 F CFA est très faible. À Kragui, seulement 7% ont un revenu de 150 000 F à 200 000 F CFA, et rien au-delà. A Krohon et Gnitituagui, 20% chacun dans la tranche de 150 000 F à 200 000 F CFA, mais 0% au-delà, à Pogréagui, 33% entre 150 000 F et 200 000 F CFA, mais seulement 7% au-delà, et à Négreagui, 27% dans la tranche 150 000 F à 200 000 F CFA, 6% au-delà. Kouaméagui se distingue nettement du reste des villages par des revenus plus important pour les producteurs. En effet, 20% des producteurs ont un revenu compris entre 150 000 F et 200 000 F CFA et 13% au-delà de 200 000 F CFA. Ce profil indique une structure de revenus plus équilibrée et plus favorable. Cela s'explique par un verger plus jeune ou mieux entretenu, avec un taux de dégradation plus faible (conformément aux données précédentes sur les pertes de superficie). L'analyse des revenus cacaoyers dans la sous-préfecture de Méagui montre que la majorité des producteurs se trouvent en situation de précarité économique chronique, révélatrice d'un système en crise. Face à cette réalité, les femmes s'organisent et prennent le devant de la résilience des ménages.

2.3. Résilience des femmes face à la dégradation des conditions socio-économiques

2.3.1. L'implication des femmes dans la pratique des cultures vivrières dans la sous-préfecture de Méagui

L'implication des femmes dans la production des cultures vivrières dans la sous-préfecture de Méagui est un élément clé du développement agricole et de la sécurité alimentaire. Les femmes constituent la majorité de la main-d'œuvre dans les exploitations agricoles vivrières dans la sous-préfecture de Méagui. Elles sont principalement responsables de la culture, de l'entretien, de la récolte, de la transformation et de la commercialisation des produits. Les femmes cultivent une grande variété de cultures vivrières dont l'inventaire des principales est présenté par la figure n°4.

Figure n°4 : Inventaire des principales cultures pratiquées par les femmes



Source : D'après les résultats de nos enquêtes, 2024.

A travers leur engagement croissant dans les cultures vivrières, les femmes apparaissent comme des actrices clés de la sécurité alimentaire et économique locale. Les données recueillies mettent en lumière une répartition plurielle des cultures vivrières pratiquées par les femmes. Il s'agit notamment du riz, du manioc, légumes et igname. Cette configuration illustre à la fois la diversité des stratégies agricoles féminines et la manière dont elles répondent aux urgences économiques, sociales et alimentaires de la sous-préfecture de Méagui. Avec chacun 30% des femmes engagées, le riz et le manioc occupent une place centrale dans les systèmes de production vivrière locaux. La culture des légumes (gombo, piment, tomate, aubergine, feuilles de manioc, etc.) concerne près d'un quart des femmes enquêtées (24%). L'igname, bien que culturellement valorisée et importante dans les régimes alimentaires locaux, n'est pratiquée que par 11 % des femmes. L'engagement des femmes dans les cultures vivrières à Méagui est à la fois :

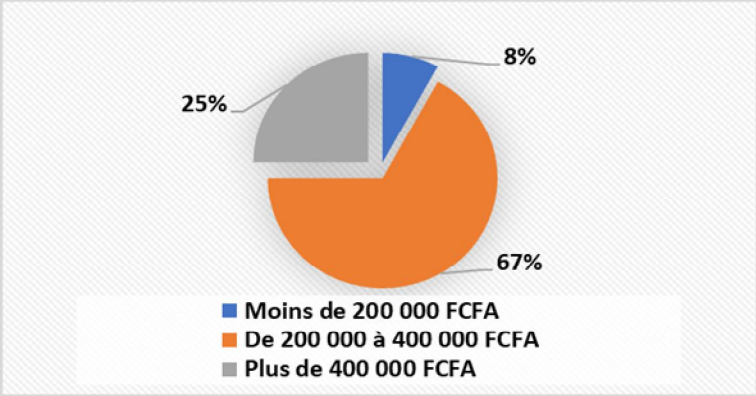
- une stratégie de résilience face à la crise du cacao ;
- un moyen de sécuriser l'alimentation des ménages ;
- une porte d'entrée vers l'autonomisation économique, à travers la transformation, le stockage ou la vente.

Ainsi, la pratique des cultures vivrières constitue un levier fondamental de résilience féminine à Méagui, mais aussi une base pour repenser les politiques agricoles locales avec une approche genrée et territorialisée.

2.3.2. Le revenu des femmes dans la sous-préfecture de Méagui : un révélateur de leur potentiel de résilience

Dans les dynamiques agricoles et rurales de la sous-préfecture de Méagui, les femmes jouent un rôle fondamental. Ce rôle de choix, elles l'assument tant dans la production vivrière que dans les activités de transformation, de commercialisation et de gestion des ressources familiales. L'analyse de leur revenu constitue un levier clé pour évaluer leur autonomie économique. Elle permet également de situer leur contribution au développement local et leur capacité de résilience face à la crise cacaoyère. Les données disponibles, ventilées selon trois tranches de revenus, permettent de tirer plusieurs enseignements structurants (Figure n°5).

Figure n°5 : Répartition des revenus moyens des femmes



Source : D'après les résultats de nos enquêtes, 2024.

La première tranche, correspondant aux femmes dont le revenu annuel est inférieur à 200 000 F CFA, ne concerne que 8% de l'effectif total. Les femmes dans cette tranche sont souvent des veuves, des jeunes sans accès au foncier qui se retrouve dans une situation d'extrême vulnérabilité économique. Lorsqu'elles sont en couple, ce faible revenu ne leur permet ni de satisfaire les besoins fondamentaux, ni de contribuer significativement aux charges du ménage. Elles ne peuvent en outre, ni investir dans une activité productive durable. La grande majorité des femmes (67%) perçoivent un revenu annuel compris entre 200 000 et 400 000 F CFA, soit entre 16 000 F et 33 000 F CFA par mois.

Leur niveau de revenu, bien que modeste, leur permet, en appui du vivrier qu'elles cultivent, de couvrir les besoins élémentaires du ménage. Cependant, elles restent exposées au moindre choc (maladie, chute de prix, destruction de récolte), faute d'épargne structurée ou de capital suffisant pour se diversifier économiquement. Un quart des femmes enquêtées (25%) déclarent des revenus supérieurs à 400 000 F CFA par an, soit plus de 33 000 F CFA mensuels. Ce groupe est souvent composé de femmes cheffes d'activités économiques structurées et de productrices expérimentées. Elles sont parfois membres de coopératives féminines, ou de femmes bénéficiant de ressources productives sécurisées (terre, crédit, formation).

Le revenu des femmes dans la sous-préfecture de Méagui est à la fois un reflet de leur rôle fondamental dans l'économie locale et un révélateur des inégalités structurelles persistantes.

2.3.3. Renforcement du rôle communautaire, foncier et décisionnel des femmes rurales dans la sous-préfecture de Méagui

Face à l'effondrement de la filière cacaoyère, les femmes de Méagui s'affirment comme des actrices clés de la résilience territoriale, à travers une triple dynamique à savoir : l'implication communautaire, l'adaptation foncière et la revalorisation de leur rôle social.

D'une part, elles occupent une position centrale dans les dynamiques communautaires, en s'impliquant dans des groupements féminins, des tontines et des réseaux de commercialisation vivrière. Ces cadres qu'elles créent favorisent la solidarité, l'accès collectif à des ressources (semences, engrais, formation et informations) et la mutualisation des risques. Ils permettent également de contourner certaines barrières institutionnelles liées au genre.

D'autre part, malgré les difficultés d'accès à la terre, généralement détenue par les hommes selon les règles coutumières, les femmes développent des stratégies foncières adaptatives. Elles cultivent des parcelles familiales ou sollicitent des droits d'usage temporaires sur certaines parcelles. Près de 40% des femmes interrogées affirment avoir un accès (souvent partiel) à une terre cultivable leur permettant d'assurer une activité vivrière régulière. Enfin, cette montée en responsabilité économique s'accompagne d'une reconfiguration des rôles sociaux au sein des ménages. Le revenu généré par les femmes devient vital pour la survie des

familles. Cette nouvelle donne économique leur confère un pouvoir accru dans les décisions domestiques et agricoles, autrefois réservées aux hommes. Les femmes sont ainsi de plus en plus consultées pour l'allocation des ressources, la scolarisation des enfants ou les choix d'investissements agricoles.

Cette dynamique témoigne d'une résilience féminine systémique, qui dépasse la simple compensation économique pour toucher aux rapports sociaux de genre, aux structures foncières et aux formes d'organisation communautaire.

3. Discussion

Les résultats de terrain montrent que la sous-préfecture de Méagui est confrontée à une crise cacaoyère d'ampleur. Elle est caractérisée par une chute des rendements, une réduction des superficies et une dégradation du potentiel productif. Ce constat rejoint les analyses de G. R. Y. Koffi (2019, p. 146) qui identifie le vieillissement des vergers, le manque de régénération variétale et l'épuisement des sols comme des causes majeures de la crise cacaoyère dans le Centre-Ouest. À Méagui, cette situation est aggravée par la propagation rapide du Swollen Shoot, dont les ravages sont signalés dans plusieurs villages (Kragui, Pogréagui, Gnitituagui), comme le confirme également K. Kouakou *et al.*, (2011, p. 2952) dans ses travaux sur les maladies virales du cacaoyer.

La régression des superficies cacaoyères, observée jusqu'à 74% dans certains villages, illustre une dynamique de désengagement des producteurs, en particulier là où les rendements ne justifient plus les efforts de production. Ce phénomène a été signalé dans d'autres régions cacaoyères par A. A. Assiri *et al.*, (2009, p. 59), qui parle d'un « effritement silencieux de la vocation cacaoyère des terroirs historiques ». Enfin, les effets combinés de l'insécurité foncière, du désintérêt des jeunes générations, du changement climatique et de la faiblesse des soutiens publics renforcent une crise systémique, comparable à celle décrite par B. Losch (2002, p. 218) dans le contexte de la recomposition des agricultures familiales en Afrique de l'Ouest.

La dégradation de la production de cacao entraîne une détérioration sensible des conditions de vie des producteurs, notamment en matière de revenus, d'alimentation et d'accès aux services sociaux de base. À Méagui, les données montrent que plus de la moitié des producteurs perçoivent un revenu mensuel inférieur à 100 000 F CFA. Cette réalité confirme la baisse du pouvoir d'achat agricole, également documentée par A. Bonnassieux et F. Gangneron (2015, p. 276) dans la région de Soubré. La précarité généralisée provoque des stratégies d'ajustement défensives, notamment la réduction du nombre de repas, l'abandon de certaines cultures, la déscolarisation partielle des enfants.

Ce type d'adaptation a été analysé dans les travaux de J-E. Bidou et I. Droy (2013, p. 130) sur la recomposition familiale dans les zones cacaoyères en crise, où les femmes deviennent les pivots de la survie économique. De plus, comme l'a montré F. Ruf (2021, p. 4), la baisse des revenus tirés du cacao accroît la dépendance des ménages à des activités informelles souvent instables. Elle accentue ainsi les inégalités intra-familiales et la vulnérabilité des enfants et des personnes âgées.

Malgré ces difficultés, les femmes de Méagui font preuve d'une résilience active et plurielle, à travers la diversification des cultures vivrières et les solidarités collectives. Cette dynamique rejoint les constats de D. Requier-Desjardins, (1990, p. 143) qui soulignent le rôle central des femmes dans la résilience alimentaire des familles rurales africaines. La diversification vivrière pratiquée par plus de 80% des femmes enquêtées, constitue une réponse pragmatique à la crise. Cette réalité est semblable à celle documentée par K. G. N'Guessan *et al.*, (2021, p. 117) dans les zones post-cacaoyères. Par ailleurs, les stratégies collectives féminines (tontines, entraide, groupements) sont comparables à celles observées par B. Dabiré (2018, p. 104) au Burkina Faso. Dans ces stratégies, les réseaux féminins permettent de mutualiser les risques et de maintenir une activité minimale en période de crise.

Cependant, cette résilience reste limitée par des obstacles structurels bien identifiés. Ce sont l'accès restreint au foncier, la faible inclusion dans les dispositifs d'accompagnement public, le surcharge de travail domestique. Comme l'indique E. Léonard (2013, p. 140), l'autonomisation féminine en milieu rural dépend directement de la sécurisation foncière et de la reconnaissance institutionnelle de leurs rôles productifs. Malgré la richesse des données collectées et la pertinence des résultats obtenus, ce travail présente plusieurs limites qu'il convient de souligner afin de situer la portée des conclusions.

Sur le plan méthodologique, l'étude repose davantage sur une approche quantitative fondée sur des enquêtes par questionnaire dans sept villages de la sous-préfecture de Méagui. Si cette méthode permet une représentation satisfaisante de certaines tendances générales, elle réduit la profondeur des dynamiques sociales observées, notamment en ce qui concerne les formes de résilience informelles, les rapports de pouvoir intra-ménages ou les logiques foncières coutumières.

Par ailleurs, le choix des villages a été guidé par des considérations d'accessibilité et de représentativité apparente. Cela peut introduire un biais de sélection, dans la mesure où certaines localités plus enclavées ou marginalisées ont pu être exclues, bien qu'elles soient potentiellement les plus touchées par la crise. En outre, la temporalité de l'étude, réalisée sur une période courte, limite la prise en compte des dynamiques de long terme. Or, les effets de la crise cacaoyère et les réponses résilientes féminines s'inscrivent souvent dans des temporalités longues, parfois invisibles à l'échelle d'un cycle agricole. La question du genre, bien que centrale, aurait mérité une exploration plus fine. Les mécanismes d'autonomisation ou de marginalisation des femmes sont fortement contextualisés et ne peuvent être pleinement saisis sans une lecture intersectionnelle croisante : genre, âge, statut matrimonial et foncier.

Ces limites n'invalident pas les résultats, mais appellent à des prolongements méthodologiques et analytiques, notamment dans le cadre de recherches longitudinales et pluridisciplinaires, associant sciences sociales, agronomie et études de genre.

Conclusion

La présente étude, menée dans sept villages de la sous-préfecture de Méagui, met en évidence les contours d'une crise cacaoyère multidimensionnelle, dont les impacts se répercutent bien au-delà du champ agricole. Les résultats révèlent que cette crise s'enracine dans un faisceau de facteurs structurels et conjoncturels**.** Notamment, le vieillissement avancé des vergers, la propagation du *Swollen Shoot*, la dégradation des sols, l'insécurité foncière et la volatilité des prix. Dans certains villages comme Kragui, Gnitituagui ou Pascalkro, les pertes en superficies cacaoyères dépassent 70%, marquant une dynamique de déprise agricole préoccupante.

Les incidences socio-économiques de cette crise sont majeures. Une large part des producteurs vit aujourd'hui dans une précarité financière. Dans plusieurs localités, plus de la moitié des ménages tirent de leur activité cacaoyère des revenus inférieurs à 100 000 F CFA. Cette chute des revenus entraîne une réduction de l'alimentation, un recul de la scolarisation et une fragilisation des solidarités communautaires. Dans ce contexte, les femmes rurales apparaissent comme des actrices de premier plan de la résilience locale. Leur engagement dans les cultures vivrières (riz, manioc, légumes) constitue une réponse stratégique à la dégradation du revenu du cacao. Toutefois, leur pouvoir d'action reste entravé par des contraintes structurelles. L'étude montre ainsi que la résilience féminine, bien que réelle et dynamique, ne peut se substituer à une réponse politique structurée. Au final, la crise actuelle révèle la nécessité de repenser le modèle agricole dominant. Ceci, en valorisant les formes de résilience portées par les femmes, et en créant les conditions d'une transition agroécologique et sociale équitable.

Bibliographie

ASSIRI Assiri Alexis, YORO Gballou René, DEHEUVELS Olivier, KEBE Boubacar Ismaël, KELI Zagbahi Jules, ADIKO Amoncho et ASSA Ayémou, 2009, « Les caractéristiques agronomiques des vergers de cacaoyer (*Theobroma cacao L.*) en Côte d'Ivoire », *Journal of Animal & Plant Sciences*, Vol. 2, N°1, p. 55-66.

BONNASSIEUX Alain et GANGNERON Fabrice, 2015, « Rôle des migrations saisonnières et pluriannuelles dans la réduction de la vulnérabilité », in Benjamin SULTAN, Aymar Yaovi BOSSA, Seyni SALACK, Moussa SANON (dir.), *Les sociétés rurales face aux changements climatiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest*, IRD Éditions, Marseille, France, p. 269-286.

BIDOU Jean-Étienne et DROY Isabelle, 2013, « De la vulnérabilité individuelle aux syndromes de vulnérabilité », *Revue Tiers Monde*, Vol. 213, N°1, p. 123-142.

FOLKE Carl, 2006, « Resilience: The emergence of a perspective for social–ecological systems analyses », *Global Environmental Change*, Vol. 16, N°3, p. 253–267.

KOFFI Guy Roger Yoboué, 2019, *Économie de plantation et sécurité alimentaire dans la sous-préfecture de Dania (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire)*, Thèse de Doctorat, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire, 479 p.

KOUAKOU Koffie, KÉBÉ Boubacar Ismaël, KOUASSI N'Gouan, ANNO Abo Pierre, AKÉ Sévérin, MULLER Emmanuelle, 2011, « Impact de la maladie virale du swollen shoot du cacaoyer sur la production de cacao en milieu paysan à Bazré (Côte d'Ivoire) », *Journal of Applied Biosciences*, Vol. 43, p. 2947-2957.

LÉONARD Éric, 2013, « Le foncier rural en Afrique de l'Ouest : entre pluralisme juridique et sécurisation des droits », *Du rural à l'urbain : territoires et sociétés en mutation*, Karthala, Paris, France, p. 127-145.

LÉONARD Eric et VIMARD Patrice, 2005, *Crises et recompositions d'une agriculture pionnière en Côte d'Ivoire : dynamiques démographiques et changements économiques dans le Bas-Sassandra*, Karthala, Paris, France, 368 p.

LOSCH Bruno, 2002, « Restructuration et libéralisation mondiales : la Côte d'Ivoire et la fin du marché international du cacao ? », *Journal du changement agraire, Blackwell Publishers Ltd*, Vol. 2, N°2, p. 206-227

N'GUESSAN Kouassi Guillaume, KOTCHI Koffi Joachim, N'DRI Kouamé Fabrice, 2021, « Les facteurs de la recomposition agraire à Bongouanou dans l'ancienne boucle du cacao », *Revue de Géographie de l'Université de Ouagadougou*, N°10, Vol. 1, Ouagadougou, Burkina Faso, p. 101-121

REQUIER-DESJARDINS Denis, 1990, « L'Alimentation en Afrique : Manger ce qu'on peut produire », *La Revue des Livres, Économie alimentaire : la purge libérale*, Vol. 1, N° 37, p. 143-144.

RUF François, 2011, « Déforestation et modes de colonisation agricole en Côte d'Ivoire : le cas des migrants baoulé », *Cahiers Agricultures*, Vol. 20, N°1, p. 50-55.

RUF François, 2022, « Covid-19, Différentiel de revenu décent et baisse des revenus des producteurs de cacao en Côte d'Ivoire », *Cahiers Agricultures*, Vol. 31, N° 25, p. 4.